



Ministère fédéral de la
Coopération économique
et du Développement

Le Plan Marshall avec l'Afrique : bilan et perspectives





**CHÈRES LECTRICES,
CHERS LECTEURS,**

Il y a quatre ans, nous avons présenté les jalons d'un Plan Marshall avec l'Afrique. Ce plan est l'aboutissement d'un intense processus de dialogue qui a tenu compte d'un grand nombre d'idées et de suggestions judicieuses aussi bien que critiques. Il s'en est dégagé une réorientation de notre coopération avec l'Afrique. Un cadre stratégique et conceptuel, porté par le principe directeur d'un partenariat sur un pied d'égalité et focalisé sur les capacités et potentiels de développement propres de nos pays partenaires. Le Plan Marshall avec l'Afrique est né de la conviction que notre continent voisin joue un rôle bien plus déterminant également pour l'avenir de l'Europe que plus d'un ne le supposent.

Avant le début de la pandémie de Covid-19, cinq des dix économies nationales à la croissance la plus rapide étaient des pays africains. En matière de numérisation, le continent africain nous a dépassés depuis longtemps. Il y a plus de zones hors réseau dans certaines régions d'Allemagne que dans maintes régions d'Afrique subsaharienne. Des start-ups prometteuses apparaissent partout alors qu'une classe moyenne jeune et dynamique se profile. D'autre part, l'Afrique est confrontée à des défis considérables également en 2021 : un trop grand nombre de personnes souffre toujours de la faim, notamment en Afrique subsaharienne. Il s'agit d'un scandale inacceptable qui s'est encore aggravé sous l'effet de la pandémie de Covid-19. Par ailleurs, le virus avec toutes ses répercussions a impitoyablement freiné la croissance de nombreux pays et poussé leurs systèmes sanitaires et sociaux aux limites de leurs capacités. Ce constat vaut tant pour l'Afrique que pour l'Europe. Nous vaincrons le coronavirus uniquement ensemble, ou pas du tout.

L'année 2020 a été une année fatidique pour le partenariat Europe-Afrique pas uniquement en raison de la pandémie globale. Vu l'expiration de l'Accord de Cotonou, il convenait de mettre sur pied un nouvel accord du siècle. La pandémie a entravé la tenue de l'important sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne à l'automne 2020. Néanmoins, l'européanisation du Plan Marshall avec l'Afrique a réalisé des progrès considérables. Des éléments centraux tels que des réformes visant à accroître les investissements

et l'emploi ont pu être intégrés avec succès dans la nouvelle stratégie de l'UE pour l'Afrique et dans la préparation du Sommet UA-UE. De nouvelles initiatives européennes communes ont vu le jour sous le titre de « #Team Europe ».

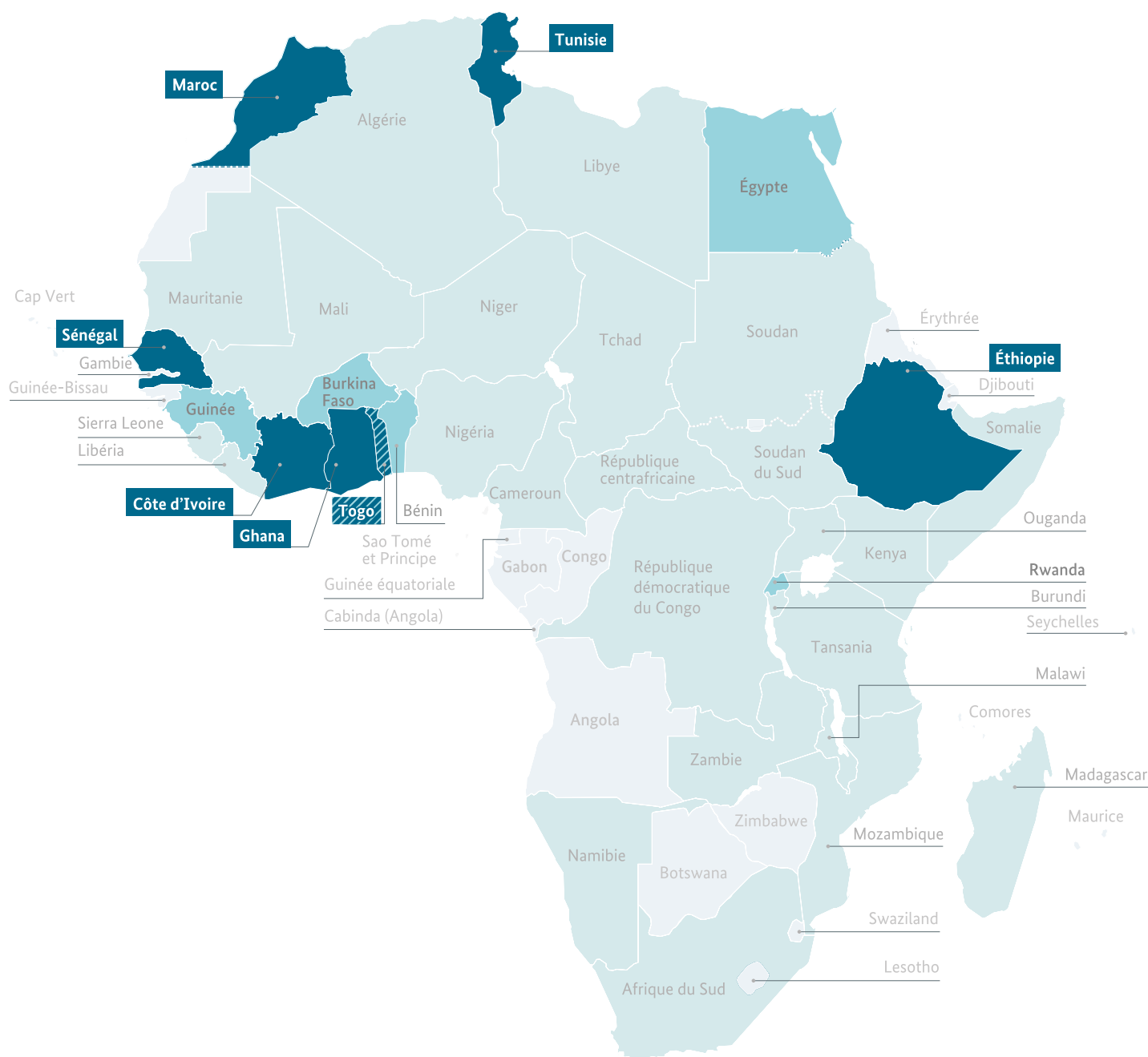
Ces quatre dernières années, nous avons réalisé d'importants progrès avec le Plan Marshall, en posant également les jalons pour gouverner la crise ensemble. Avec les Partenariats pour encourager les réformes comme élément crucial, nous avons initié un nouveau modèle de coopération ambitieux avec des pays particulièrement enclins à mener des réformes. Selon le principe « donnant donnant », nous appuyons ces pays dans le but d'améliorer les conditions-cadre de l'activité économique et des investissements afin de créer durablement des emplois. Une approche de long terme qui porte ses premiers fruits. Cependant, le Plan Marshall avec l'Afrique ne se limite pas à la coopération avec les pays partenaires réformateurs. Dans l'esprit de l'Agenda 2030 pour le développement durable, nous continuons à coopérer avec nos pays partenaires africains sur toutes les questions d'avenir d'importance : de la protection du climat au maintien de la paix et au renforcement des droits humains, en passant par la sécurité alimentaire, la santé, l'éducation et l'énergie.

Par le présent bilan, nous entendons illustrer nos réalisations communes depuis la présentation du Plan Marshall avec l'Afrique et les objectifs que nous comptons atteindre. Je vous souhaite une lecture inspirante.

Gerd Müller, député du Bundestag

Ministre fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement

NOTRE ENGAGEMENT EN AFRIQUE



- Pays partenaires réformateurs (également pays membres du *Compact with Africa* et pays partenaires de coopération)
- Pays partenaire réformateur en prévision (également pays membre du *Compact with Africa* et pays partenaire de coopération)
- Pays du *Compact with Africa* (également pays partenaires de coopération)
- Pays partenaires de la coopération allemande au développement

Ni les dénominations utilisées dans la présente publication, ni la façon de reproduire leurs contenus ne reflètent la position du BMZ quant au statut juridique ou constitutionnel de pays, territoires nationaux ou zones maritimes ou de leurs frontières et limites territoriales

Sommaire

L'AFRIQUE ET L'EUROPE : DES PARTENAIRES FORTS	4
LE PLAN MARSHALL AVEC L'AFRIQUE	5
LE PARTENARIAT POUR ENCOURAGER LES RÉFORMES : UNE NOUVELLE FORME DE COOPÉRATION PARTICULIÈREMENT ÉTROITE ET AMBITIEUSE	6
LE GHANA, PAYS PARTENAIRE RÉFORMATEUR : ENSEMBLE POUR PLUS D'INVESTISSEMENTS ET D'EMPLOIS	7
LA TUNISIE, PAYS PARTENAIRE RÉFORMATEUR : PORTEUR D'ESPOIR DE LA RÉGION	8
LE PLAN MARSHALL AVEC L'AFRIQUE : BILAN DE SA MISE EN ŒUVRE	10
ÉCONOMIE, COMMERCE ET EMPLOI	12
PAIX ET SÉCURITÉ	14
DÉMOCRATIE ET ÉTAT DE DROIT	15
ALIMENTATION ET AGRICULTURE	16
GARANTIE DES BASES NATURELLES DE LA VIE	17
ÉNERGIE ET INFRASTRUCTURES	18
SANTÉ, ÉDUCATION ET PROTECTION SOCIALE	19
PERSPECTIVES	20

L'Afrique et l'Europe : des partenaires forts

Depuis toujours, l'Afrique et l'Europe sont unies par des liens étroits historiques, culturels, économiques et avant tout de bon voisinage. 15 kilomètres seulement séparent les deux continents. Ce qui se passe en Afrique a des répercussions sur l'Europe et vice-versa.

D'ici 2050, le continent africain disposera du premier potentiel en main d'œuvre au monde, avec tous les risques et opportunités que cela implique. Des millions de jeunes ont besoin d'emplois, de logement, d'avoir accès à l'éducation, aux services de santé, aux infrastructures, à l'énergie et à la mobilité. D'autre part, l'Afrique a déjà dépassé l'Europe à maints égards : le nombre d'utilisateurs d'Internet ne cesse de croître, il existe des systèmes de paiement numérique même dans les plus petits villages, des drones apportent des médicaments dans des régions reculées. La zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) lancée en 2019 a le potentiel de tirer des millions de personnes de la pauvreté.

Les jalons sont également posés sur le plan politique : en 2015 déjà, les États membres de l'Union africaine (UA) se sont dotés d'une vision du développement ambitieuse en adoptant l'Agenda 2063 intitulé « L'Afrique que nous voulons ». Les hommes et femmes politiques africains souscrivent à la démocratie, à l'État de droit et aux réformes économiques. Nombre de pays ont réalisé des progrès remarquables à ces égards ces cinq dernières années. Néanmoins, au début de 2020, la pandémie de Covid-19 a frappé le cœur même du monde globalisé. Pour l'Europe et

l'Afrique, il s'agit maintenant de se serrer encore davantage les coudes pour éviter que les réussites de développement de ces dernières années ne soient anéanties.

L'AFRIQUE VERTE

Il n'y a guère de continent qui présente un plus grand potentiel en énergies renouvelables que l'Afrique. Avec ses milliers d'heures d'ensoleillement par an, l'Afrique est prédestinée pour l'énergie solaire : la centrale solaire la plus moderne au monde se trouve dans le désert marocain. Elle alimente 1,3 million d'habitants de la région en électricité propre. Pour les autres sources d'énergie alternatives, notre continent voisin a également pris de l'avance : près de 50 pour cent de l'énergie produite actuellement au Kenya provient de la géothermie, soit de la chaleur terrestre. Et un autre agent énergétique prometteur gagne du terrain : l'hydrogène « vert ». En juin 2020 le partenariat germano-marocain sur l'hydrogène a été initié. Une première grande installation de production à grande échelle sera mise en place avec l'appui allemand. Elle pourrait permettre au Maroc de devenir un précurseur international dans le thème de l'hydrogène vert. Cependant, les grandes installations comme celle-ci ne sont pas les seules à contribuer à la transition énergétique en Afrique. Des programmes tels que le programme multi-donateurs *Energising Development* (EnDev) procurent un accès à des millions de personnes à l'approvisionnement décentralisé en énergie sur la base d'énergies renouvelables. De la plus petite installation solaire à la centrale moderne : l'avenir de l'Afrique est au vert.



Plan Marshall avec l'Afrique

Le Plan Marshall avec l'Afrique présenté en janvier 2017 a marqué le début d'un nouveau modèle de partenariat entre le BMZ et ses pays partenaires africains. Constituant désormais le toit conceptuel et cadre stratégique de la coopération germano-africaine au développement, il s'inscrit directement dans la lignée de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Cette même année 2017, la présidence allemande du G20 a lancé l'initiative du *Compact with Africa* (CwA). Avec la Banque mondiale et d'autres partenaires, l'Allemagne aide les pays africains particulièrement enclins à mener des réformes à améliorer encore leurs conditions-cadre économiques et accroître ainsi leur attractivité pour les investisseurs privés. Un fort engagement du secteur privé est le préalable à la création d'un nombre suffisant d'emplois pour la population croissante. Le secteur privé investit notamment dans des pays aux conditions-cadre économiques et juridiques stables et prévisibles. Les pays du CwA ont pris les devants ces dernières années en menant des réformes. Cela se manifeste également dans leur réaction à la pandémie de Covid-19 : ils affrontent mieux la crise sur le plan économique que d'autres pays africains et ont de bonnes perspectives d'une reprise relativement rapide de leur économie par la suite.

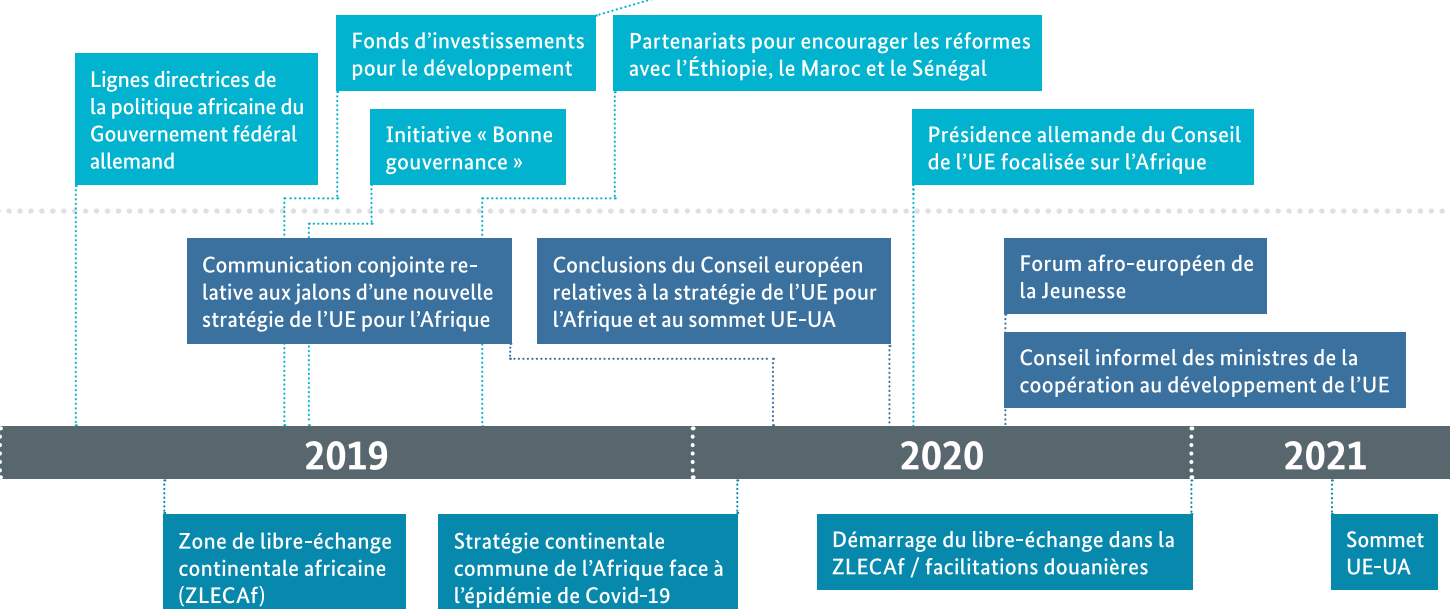
Douze pays ont déjà adhéré au *Compact*. L'Allemagne a conclu avec six de ces pays un Partenariat pour encourager les réformes : la Tunisie, le Ghana, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Maroc et le Sénégal. Un septième Partenariat pour encourager les réformes est en cours de préparation avec le Togo. Ces sept pays sont engagés sur une voie de réformes ambitieuse. Cela en vaut la peine : tous les

pays réformateurs comptent parmi les douze sites d'investissement les plus attractifs d'Afrique. Par ailleurs, l'Éthiopie, la Côte d'Ivoire et le Ghana font partie des vingt économies nationales à la croissance la plus rapide au monde.

FONDS D'INVESTISSEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT

L'Afrique est de plus en plus attrayante pour les entreprises allemandes. Dans le but de renforcer ce développement, nous avons lancé le fonds d'investissements pour le développement d'un montant allant jusqu'à un milliard d'euros. Ce fonds soutient les entreprises souhaitant investir durablement en Afrique à travers les trois composantes suivantes :

- **AfricaConnect** : montant allant jusqu'à 400 millions d'euros destiné à promouvoir des investissements d'entreprises allemandes / européennes en Afrique sous la forme de prêts s'élevant à un montant maximum de 4 millions d'euros ;
- **AfricaGrow** : montant allant jusqu'à 400 millions d'euros de capital-risque destiné aux petites et moyennes entreprises (PME) et start-ups africaines ;
- **Réseau Afrique Entreprises** (*Wirtschaftsnetzwerk Afrika*) : un montant pouvant atteindre 200 millions d'euros affecté au conseil / soutien d'entreprises allemandes en matière d'investissements en Afrique.



Partenariats pour encourager les réformes

Une forme de coopération particulièrement ambitieuse et étroite

Avec les Partenariats pour encourager les réformes, le BMZ a initié un nouveau modèle de coopération basé sur des incitations qui est destiné aux pays particulièrement enclins à mener des réformes (« champions des réformes »). Nous apportons ainsi un soutien à ces pays sur leur voie de réformes individuelle en réservant des fonds additionnels à hauteur de 2,8 milliards d'euros (2017-2020). L'objectif général poursuivi est d'améliorer les conditions-cadre économiques, dans le but de promouvoir les investissements et la croissance économique durable et de créer des emplois pour une population croissante.

Les Partenariats pour encourager les réformes :

- ✓ constituent la **contribution bilatérale de l'Allemagne** à la mise en œuvre du « Compact with Africa » (CwA) ;
- ✓ sont axés sur les **objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine** et se fondent sur les **plans nationaux de développement** des pays partenaires ;
- ✓ suivent le principe « **donnant donnant** » : un agenda de réformes est convenu dans le cadre d'un dialogue mené étroitement avec le pays partenaire. Des étapes de réformes sont définies et consignées dans une matrice des réformes. Lors de l'atteinte des étapes, le pays partenaire se voit octroyer des fonds supplémentaires ;
- ✓ sont accompagnés par un **dialogue politique intense continu**.

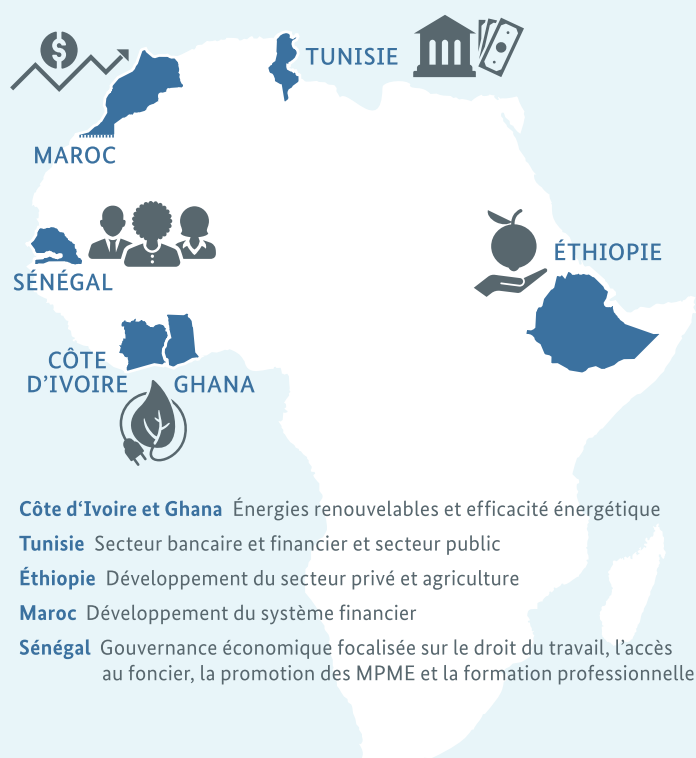
Outre le soutien financier et le conseil apporté à la mise en œuvre des réformes, le BMZ a initié d'autres outils et initiatives soutenant les objectifs des Partenariats pour encourager les réformes. Les éléments cruciaux sont :

- ✓ le **fonds d'investissements pour le développement** lancé en 2019 destiné à mobiliser des capitaux privés (page 5) ;
- ✓ l'**initiative spéciale « Formation et Emploi »** visant la promotion de l'emploi et du secteur privé (page 13) ;
- ✓ l'**initiative « Bonne gouvernance en vue d'accroître les investissements et l'emploi en Afrique »** (page 15).

Les premiers Partenariats pour encourager les réformes ont été conclus avec la Côte d'Ivoire, le Ghana et la Tunisie en 2017 lors de la Conférence du CwA. Trois autres partenariats ont été signés avec le Sénégal, le Maroc et l'Éthiopie fin 2019. Un septième partenariat avec le Togo est en cours de préparation. Nous présentons ci-après deux exemples de partenaires réformateurs pionniers : le Ghana en tant que garant de la stabilité et des valeurs en Afrique subsaharienne et la Tunisie comme porteur d'espoir du « printemps arabe » en Afrique du Nord.

PAYS ET SECTEURS PRIORITAIRES

Chaque pays ayant conclu un Partenariat pour encourager les réformes se focalise respectivement sur un ou plusieurs secteurs prioritaires.



FINANCEMENT À L'APPUI DES RÉFORMES : UN NOUVEL INSTRUMENT DU PARTENARIAT POUR ENCOURAGER LES RÉFORMES

Un nouvel instrument de la majorité des Partenariats pour encourager les réformes est le financement à l'appui des réformes. À travers celui-ci, les moyens financiers sont versés directement au budget du pays partenaire. Néanmoins, ceci n'a lieu que dans des conditions claires et vérifiables :

- ✓ L'octroi des fonds est conditionné à l'atteinte des premières étapes de réformes.
- ✓ Le pays partenaire garantit d'affecter les fonds aux investissements convenus au préalable dans les secteurs prioritaires.

Afin d'accroître l'impact et l'efficacité de ses efforts, le BMZ collabore dans certains de ses programmes de financement à l'appui des réformes avec d'autres partenaires au développement, tels que la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et la Commission européenne.

Ghana, pays partenaire réformateur

Ensemble pour plus d'investissements et d'emplois

Le Ghana est un important garant de la stabilité et partenaire de valeurs en Afrique de l'Ouest. Deuxième économie nationale de la région, le Ghana est également un partenaire commercial d'importance de l'Allemagne. Depuis deux décennies, ce pays affiche une croissance économique continue et est passé dans le groupe des pays à revenu intermédiaire. Sous le slogan « *Ghana beyond aid* » (le Ghana non dépendant de l'aide), le pays poursuit une vision ambitieuse consistant à se moderniser, devenir autonome sur le plan économique et ne plus être dépendant de l'aide au développement à moyen terme. Ceci inclut également la lutte contre la corruption et l'augmentation des recettes propres. Ces efforts en valent la peine : depuis 2017, à titre d'exemple, le nombre de contribuables ghanéens enregistrés a plus que quintuplé.

Le Ghana est l'un des premiers pays à avoir conclu un Partenariat pour encourager les réformes à qui l'Allemagne apporte son soutien sur cette voie, à travers ce type de partenariat et une plus forte implication du secteur privé. Ce partenariat est focalisé sur le secteur énergétique et le thème de la bonne gouvernance, tout en visant à améliorer les conditions-cadre pour les investissements. En effet, un fort engagement du secteur privé est le préalable à la poursuite de la croissance de l'économie et à la création d'emplois dont bénéficient tous les Ghanéens et Ghanéennes. Le climat politique au Ghana est propice à davantage d'investissements privés : le pays est marqué par une stabilité politique et sociale. En 2019, le Ghana comptait parmi

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

NOMBRE D'HABITANTS (2020)

30,8 MILLIONS

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (2019)

59,8 MILLIARDS D'EUROS hausse de 14 pour cent depuis 2017

REVENU PAR HABITANT (2019)

1 967 euros (moyenne en Afrique subsaharienne : 1 416 euros)

RECETTES PROPRES (2018)

8,6 MILLIARDS D'EUROS hausse de 10 pour cent depuis 2017

INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS (2016-2019)

10,6 MILLIARDS D'EUROS (6^e place sur 54 pays africains)

INDICE IBRAHIM DE LA BONNE GOUVERNANCE (2019)

8^e place (sur 54 pays africains)

les économies nationales à la croissance la plus rapide au monde. Ce pays est une destination de choix pour des projets du fonds d'investissements pour le développement allemand destiné à promouvoir les investissements privés dans les pays africains (cf. également l'encadré p. 5).

À ce jour, 10,4 millions d'euros ont été alloués aux entreprises au titre de la composante AfricaConnect du fonds d'investissements pour le développement, ce qui a permis de créer ou de préserver plus de 4 000 emplois. Des aides rapides ont également permis de surmonter des difficultés en liquidités dans le cadre de la pandémie de Covid-19, en évitant la faillite de nombreuses entreprises.

EMPLOIS DANS LE SECTEUR DU TEXTILE : EXEMPLE DE L'ENTREPRISE DO THE RIGHT THING (DTRT)

PANDÉMIE DE COVID-19 :

grâce à **des allocations de transition au titre de la composante AfricaConnect, DTRT** a pu maintenir les emplois de tous ses collaborateurs.

Reconversion à court terme de la production en masques grand public. **DTRT compte maintenant parmi les plus grands producteurs de masques grand public** du marché ghanéen.

AfricaConnect réserve 4 millions d'euros au titre de l'aide à l'investissement



Achat de nouvelles machines et amélioration du site de production existant



L'entreprise veille au respect de normes environnementales et sociales particulièrement élevées (« *Do the Right Thing* »)



1 500 emplois supplémentaires de qualité incluant des prestations sociales telles que soins médicaux et éducation / formation pour les enfants des salariés



Un total d'environ **2 000 salarié.e.s, dont 65 pour cent de femmes**

Tunisie, pays partenaire réformateur

Porteur d'espoir de la région

La Tunisie est considérée comme le porteur d'espoir du printemps arabe en Afrique du Nord. Au bout d'une dictature ayant prévalu pendant des décennies, le pays a réussi la transition vers la démocratie. Cette transition est unique dans le monde arabe. La Tunisie suit un agenda de réformes ambitieux également sur le plan économique. Nous apportons notre soutien à la Tunisie sur cette voie depuis 2017 dans le cadre d'un Partenariat pour encourager les réformes. Ce dernier se focalise sur deux secteurs prioritaires.

Réforme du secteur bancaire et financier

Le secteur privé tunisien est composé à 95 pour cent de micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Leur accès aux crédits et services financiers est toutefois limité. Or, sans moyens financiers, les entreprises ont du mal à croître et à créer les emplois requis d'urgence. En vue de modifier cet état de fait, nous avons convenu avec la Tunisie en 2017 de réformes à mener dans le secteur bancaire et financier. L'objectif poursuivi est de permettre aux MPME un meilleur accès aux crédits et à d'autres services financiers, en créant ainsi les conditions nécessaires à la croissance. Par ailleurs, d'autres obstacles aux investissements sont abordés tels que la bureaucratie excessive : des exemples

en sont la réforme du droit des investissements et la restructuration de l'Agence tunisienne de l'investissement TIA (*Tunisia Investment Authority*) qui servira à l'avenir d'interlocuteur unique aux entreprises désireuses d'investir.

Réforme du secteur public

Avec la Banque mondiale, la France et le Japon, nous appuyons depuis 2020 la mise en œuvre de réformes cruciales dans l'administration publique ainsi que dans des entreprises publiques. Il est prévu, à titre d'exemple, de procéder plus fréquemment à des contrôles de documents afin de renforcer le civisme fiscal. Par ailleurs, il est prévu d'améliorer les conditions pour affecter à l'avenir de manière plus flexible des fonctionnaires expérimentés dans des communes rurales. Des mesures sont prises afin de mieux gérer les entreprises publiques surendettées. Les avantages sont évidents : un secteur public travaillant de manière transparente et efficace propose non seulement de meilleurs services publics, mais il contribue également à l'utilisation efficace de fonds limités et à l'augmentation des recettes, en participant ainsi à la consolidation des finances publiques. Il en résulte une plus grande attractivité de la Tunisie comme site d'investissement sur place et pour l'étranger.

PROMOTION DES MPME ET DES START-UPS PAR DES RÉFORMES DANS LE SECTEUR BANCAIRE ET FINANCIER

AMÉLIORATION DES CONDITIONS-CADRE

pour les agences d'évaluation de crédits (à l'instar de la Schufa en Allemagne), leur permettant de mieux évaluer la solvabilité des débiteurs

Des crédits allemands octroyés à l'État tunisien permettent l'OCTROI DE CRÉDITS AUX MPME À DES CONDITIONS FAVORABLES

Le BMZ appuie un MÉCANISME DE GARANTIE DES CRÉDITS POUR COUVRIR LE RISQUE DES PRÊTEURS



D'AUTRES MESURES

Mise en place d'une **banque tunisienne de promotion des PME** (la Banque des régions), à l'instar de la *Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)* en Allemagne

Participation à des fonds d'incitation à la création de **start-ups** tunisiennes innovantes

Grâce à des liquidités plus importantes, les entreprises ont la possibilité

- D'INVESTIR
- DE CROÎTRE
- DE GARANTIR ET CRÉER DES EMPLOIS

Accompagnement des MPME à travers **LE CONSEIL ET L'ENSEIGNEMENT DE SAVOIR-FAIRE ENTREPRENEURIAL**

INTERLOCUTEUR UNIQUE POUR LES INVESTISSEURS

La Tunisia Investment Authority (TIA) encourage les investissements en Tunisie en appuyant les entreprises locales et internationales dans toutes les étapes de leurs investissements et en levant des obstacles bureaucratiques. L'Agence a été fondée en 2017 sur la base de la nouvelle loi tunisienne sur l'investissement dans le cadre de la réforme de la politique des investissements publique. Trois questions adressées au Président de la TIA, Beligh Ben Soltane :



M. Soltane, quelle est, d'après vous, la plus grande réussite de la TIA ?

La TIA a été fondée afin de combler des lacunes dans le processus d'investissements et de faciliter ces derniers. Elle est censée servir d'interlocuteur unique aux investisseurs, harmoniser les processus, faciliter les procédures et raccourcir des délais pour les investisseurs. À mon sens, la plus grande réussite de la TIA consiste à remanier totalement la promotion et la facilitation des investissements sur le plan local et international. Au lieu d'attendre que les investisseurs viennent vers nous, nous faisons le premier pas et répondons à leurs besoins. Il s'agit d'une véritable révolution : nous promouvons et appuyons les investisseurs en accord avec les priorités de développement tunisiennes. Et ceci dans le but de créer des emplois et de promouvoir un développement intégratif et durable.

« Service VIP pour les investisseurs »

Des investissements importants requièrent un conseil de qualité afin de pouvoir être réalisés rapidement. La TIA intègre les compétences de différentes administrations et propose un service VIP aux investisseurs afin que ceux-ci puissent rapidement concrétiser leurs idées sur le marché.

Sofiene Ben Salah, Directeur Général du Groupe Knauf en Tunisie. Depuis 2004, ce groupe international est implanté en Tunisie dans la production de plâtre, où il emploie près de 240 collaboratrices et collaborateurs.

« De manière transparente et rapide »

La numérisation et la simplification des procédures par la TIA nous ont permis de parcourir toutes les étapes de notre projet d'investissement de manière transparente et assez rapide, en comparaison avec le circuit administratif en vigueur jusqu'à présent.

Anis Touil, Directeur Général de Rosenberger Hochfrequenztechnik GmbH & Co. KG en Tunisie. L'entreprise est implantée en Tunisie depuis juillet 2020. Elle y construit sa première usine de production de fibre optique et de composants haute fréquence sur le continent africain.

Quels sont les investissements que la TIA a déjà rendus possibles en Tunisie ?

Depuis que nous avons démarré nos activités opérationnelles en janvier 2019, nous avons pu accompagner 78 projets d'investissement d'un volume total de 4,1 milliards de dinars (soit 1,2 milliard d'euros) et d'un potentiel de plus de 26 000 nouveaux emplois. Je pense que c'est un bon début. La TIA dispose de tous les préalables et capacités pour promouvoir encore davantage d'investissements à l'avenir.

De quelle manière la coopération allemande au développement contribue-t-elle au succès de la TIA ?

Dès le premier jour, la coopération germano-tunisienne a apporté son soutien à la TIA pour gérer de manière efficace et numérique les processus d'investissements complexes. Ceci nous a également aidés dans la crise de la Covid-19. À travers notre plateforme numérique, nous sommes désormais en mesure de proposer un accompagnement numérique des entreprises dans toutes les phases, et ceci dès la première prise de contact. Les investisseurs allemands et d'autres pays peuvent également nous soumettre leurs demandes en ligne que nous traitons de manière numérique.

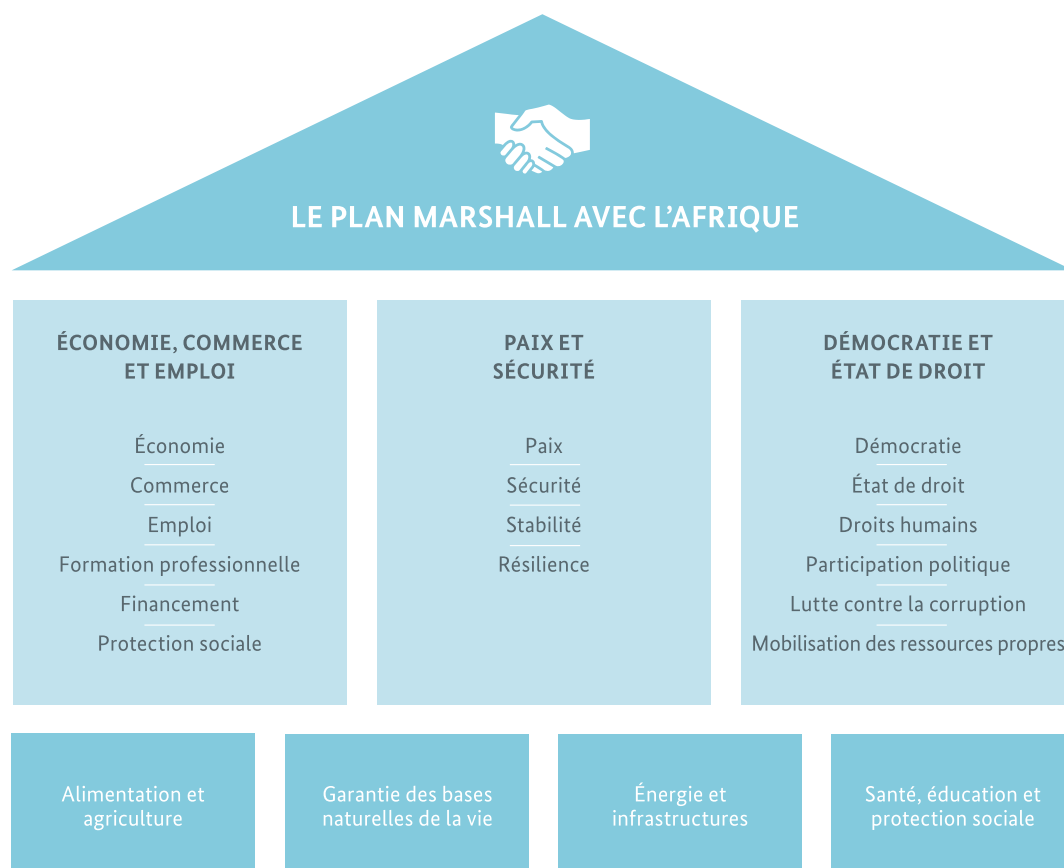
« Améliorer le climat d'investissements »

Deux ans après le lancement de nos nouveaux sites de production dans les Gouvernorats de Tozeur et de Kairouan, les aides à l'investissement demandées n'avaient toujours pas été décaissées. Par l'intermédiaire de la TIA, les autorités ont maintenant réagi positivement et nous n'attendons que le déblocage des fonds. Par ailleurs, la TIA s'est engagée avec succès en faveur de la révision d'une loi qui limite les investissements dans les régions rurales. Par cette démarche, elle a résolu le problème non seulement pour nous en tant que groupe Sartex, mais également pour tous les futurs projets d'investissements en Tunisie.

Rachid Zarrad, Directeur chargé de la presse et des relations publiques du groupe Sartex. Implanté en Tunisie depuis 1982, ce fabricant de jeans et de vêtements de sport emploie plus de 5 000 collaboratrices et collaborateurs. Sartex a fondé en 2014 un centre d'excellence avec le soutien du BMZ qui a formé plus de 1 500 jeunes à ce jour.



Le Plan Marshall avec l'Afrique : bilan de sa mise en œuvre



BMZ 2017 : Jalons d'un Plan Marshall avec l'Afrique

L'année 2020 a été une année tout à fait exceptionnelle qui a non seulement posé des défis particuliers à la coopération avec l'Afrique. La pandémie de Covid-19 a de lourdes conséquences à la fois sur les plans sanitaire, économique et social qui mettent gravement en péril les réussites de développement des dernières années. D'une part, la crise fait apparaître des faiblesses persistantes des systèmes de santé, des économies, des systèmes de sécurité sociale et des structures étatiques de l'Afrique d'une manière générale. D'autre part, elle met en exergue des points forts et des opportunités : l'Union africaine s'avère être un coordinateur efficace capable d'agir. De nombreux gouvernements africains ont vite réagi, en lançant des programmes d'envergure destinés à soutenir la population. Le potentiel des solutions numériques se manifeste notamment en Afrique. Le Plan Marshall avec l'Afrique a fait ses preuves dans la crise. Il nous a permis de recourir aux structures établies de la coopération et d'apporter un soutien rapide, flexible et axé sur les besoins dans le cadre de notre programme d'aide d'urgence Covid-19. L'étroite coopération avec les pays partenaires ayant conclu un Partenariat pour encourager les réformes a particulièrement porté ses fruits.

En tant que proches alliés et potentiels garants de la stabilité, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Maroc ont ainsi temporairement bénéficié de financements à l'appui des réformes accrus pendant la crise. L'Éthiopie et le Sénégal se sont vus accorder des aides d'urgence Covid-19 pour atténuer les conséquences sociales et économiques de la pandémie. Par ailleurs, la quasi-totalité des pays partenaires africains ont bénéficié de

mesures de court et moyen terme pour combattre la pandémie de Covid-19. Près de 500 millions d'euros issus de projets en cours ont été réaffectés à cet effet.

Nous entendons vous présenter sur les pages suivantes nos réalisations communes des quatre dernières années dans la mise en œuvre du Plan Marshall. Outre la coopération focalisée dans le cadre des Partenariats pour encourager les réformes, nous coopérons avec d'autres pays partenaires dans tous les champs d'action du Plan Marshall.

La création d'emplois pour la population croissante de l'Afrique est au cœur de notre coopération. Les préalables requis sont la paix et la sécurité, ainsi que de meilleures conditions-cadre étatiques sur place et le respect des normes démocratiques et relatives aux droits humains. En conséquence, le Plan Marshall repose sur trois piliers fondés sur la coopération menée à ce jour.

Depuis 2017, le BMZ a réservé aux pays partenaires africains des fonds bilatéraux d'un montant total de près de 8 milliards d'euros. Viennent s'y ajouter des fonds pour mobiliser les investissements privés avec de nouvelles initiatives d'accompagnement. Avec des entreprises, depuis 2018, l'Initiative spéciale « Formation et emploi » fait la promotion des investissements privés dans sept pays africains. Nous y avons réservé 445 millions d'euros. Une enveloppe additionnelle de l'ordre de 600 millions d'euros a été affectée à travers le fonds d'investissements pour le développement.

ÉCONOMIE, COMMERCE ET EMPLOI

ÉCONOMIE

La clé d'une plus grande prospérité pour tous réside dans un développement économique solide et durable. La responsabilité ne relève ni exclusivement de l'État ni du secteur privé. Une croissance durable qui profite à tous les pans de la société et qui soit respectueuse des ressources naturelles et des générations futures pourra émerger uniquement d'une action combinée et d'efforts conjugués tant du secteur privé que de la société civile et des acteurs publics. Les défis à relever sont considérables : la pandémie de Covid-19 freine brutalement les trajectoires de croissance jusqu'alors prometteuses de nombreuses économies africaines. C'est pourquoi l'Allemagne apporte son soutien pour atténuer les répercussions économiques et sociales de cette crise.

- ✓ Des investissements privés à hauteur de plus de 76 millions de dollars US ont été garantis jusqu'en 2020 en Côte d'Ivoire, pays partenaire réformateur, à travers des assurances proposées par l'assurance commerciale africaine African Trade Insurance (ATI). Lui aussi pays partenaire réformateur, le Ghana est également membre de l'ATI depuis 2019.
- ✓ **Maroc, pays partenaire réformateur**
 - L'Allemagne soutient le Maroc dans la mise en œuvre de sa Stratégie nationale d'inclusion financière (SNIF) en tant que volet du Partenariat pour encourager les réformes. Ceci a considérablement simplifié l'accès des jeunes, des femmes et des personnes vivant dans les régions rurales notamment aux services financiers, tels que les prêts.
 - Reconstitution des ressources d'un fonds de garantie de dépôts garantissant les dépôts en banque des particuliers, renforçant ainsi la confiance des investisseurs dans le système bancaire.
 - Appui particulier apporté au Maroc dans la pandémie de Covid-19 à travers un vaste programme d'aide d'urgence. Il permet p. ex. aux ménages de bénéficier de paiements de transfert comparables à l'indemnité de chômage partiel en Allemagne qui leur sont versés par le fonds d'urgence national. Par ailleurs, des prêts octroyés aux micro, petites et moyennes entreprises bénéficient d'une couverture par des garanties publiques.

COMMERCE

Le commerce accru sur le continent est un élément crucial sur la voie vers davantage de croissance. La zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) entrée en vigueur le 1^{er} janvier de cette année constitue un jalon d'un potentiel considérable pour l'intégration du commerce intra-africain : la Banque mondiale estime que cette zone de libre-échange pourrait contribuer à un accroissement du volume total des exportations de près de 30 pour cent d'ici 2035. Les exportations intra-contininentales pourraient même croître de plus de 80 pour cent. La ZLECAf pourrait ainsi contribuer à tirer de la pauvreté près de 100 millions de personnes, dont 30 millions de personnes de la pauvreté absolue.

- ✓ Élargissement considérable du soutien allemand apporté à la ZLECAf à l'échelle continentale, régionale et nationale grâce à un montant additionnel de 50 millions d'euros.
- ✓ Appui aux préparatifs du commerce intra-africain accru, p. ex. en réduisant des barrières commerciales techniques ou dans le domaine du commerce numérique et de l'e-commerce. Il a permis à plus de 1 000 experts et cadres issus de plus de 50 pays africains d'élargir leurs compétences commerciales.
- ✓ Avec le secteur privé, nous soutenons des alliances pour faciliter les échanges commerciaux dans douze pays africains, entre autres par la numérisation de processus commerciaux. Au Maroc p. ex., la numérisation du certificat de sécurité phytosanitaire (e-phyto) a considérablement raccourci les délais de dédouanement des denrées alimentaires périssables.
- ✓ En Éthiopie, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Rwanda, au Sénégal et en Tunisie, l'alliance pour la qualité des produits en Afrique contribue à améliorer la qualité des produits dans des secteurs économiques sélectionnés. À titre d'exemple, l'appui apporté à 200 entreprises agricoles au Ghana dans l'obtention de certificats de denrées alimentaires.

EMPLOI

La population africaine connaît une croissance rapide. Ce continent a besoin, chaque année, de 20 millions d'emplois supplémentaires afin de procurer à sa population des revenus et également des perspectives d'avenir sur le long terme. Néanmoins, dans certaines régions d'Afrique, plus de la moitié des jeunes n'ont pas d'emploi. La pandémie

de Covid-19 a exacerbé encore cette situation. Reconnais-
sant l'énorme potentiel humain de ce continent, l'Agenda 2063 s'est fixé comme objectif de surmonter le chômage des jeunes. Un vaste accès à l'éducation, aux formations et aux technologies vise à permettre aux jeunes de mieux exploi-
ter leurs potentiels.

- ✓ Deux années d'initiative spéciale « Formation et Emploi » ayant pour but de créer 100 000 nouveaux emplois et 30 000 places de formation professionnelle en Afrique avec le secteur privé. Cette initiative accompagne les partenariats pour encourager les réformes conclus avec la Tunisie, le Maroc, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Ghana, l'Éthiopie et nos activités au Rwanda.
- Garantir plus de 50 000 emplois dans près de 900 entreprises pendant la pandémie de Covid-19. Exemple de l'Éthiopie, pays partenaire réformateur : la production des entreprises textiles s'étant reconvertie dans les masques grand public et les lits de camp a permis à plus de 20 000 ouvrières et ouvriers de continuer à travailler.
- La SARL « *Investitionen für Beschäftigung* » GmbH (« Investissements pour l'emploi ») nouvellement créée finance des investissements pertinents pour l'emploi en Afrique. Avec plus de 180 entreprises allemandes, européennes et africaines, cette initiative spéciale élabore des projets visant, entre autres, à créer des emplois. À titre d'exemple : *Digital Skills Accelerator Africa* (DSAA) au Ghana, au Maroc et au Sénégal pour plus de 1 000 nouveaux emplois dans l'économie numérique.
- ✓ Le programme *Employment for Development* (E4D) a procuré un emploi à plus de 32 000 personnes au Ghana, en Ouganda, au Kenya, en Tanzanie, au Mozambique et en Afrique du Sud. Plus de 100 000 personnes sont parvenues à améliorer leur situation d'emploi, par exemple en accroissant leurs revenus.
- ✓ L'initiative « *Make-IT* » a apporté son soutien à plus de 80 start-ups au Nigéria à travers les mesures de soutien qu'elle a proposées entre 2017 et 2020. Quelque 1 100 emplois ont été créés, dont la moitié pour des femmes.
- ✓ Au Kenya et au Rwanda, le programme « *Zukunft. Markt. Film* » (« Avenir.Marché.Film ») a formé plus de 1 400 cinéastes dont les revenus se sont accrus de 50 pour cent.

INITIATIVE SPÉCIALE « FORMATION ET EMPLOI »

DES EMPLOIS PLUS NOMBREUX ET DE MEILLEURE QUALITÉ

ENCOURAGER LES SITES ÉCONOMIQUES ET LES BRANCHES (CLUSTER)

- Promouvoir les parcs industriels et commerciaux
- Améliorer les possibilités d'exportations



PROMOUVOIR LES INVESTISSEMENTS DURABLES (BUSINESS & INVEST)

- Développer des projets avec des entreprises : p. ex. formation et qualification, mise en place de chaînes de valeur et d'approvisionnement durables, amélioration de la qualité dans l'industrie de la sous-traitance
- Aborder les entraves aux investissements : « de la formation professionnelle au dédouanement »



PROMOUVOIR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES AFRICAINES)

- Améliorer les conditions-cadre et accroître la compétitivité
- Apporter un soutien pour conquérir de nouveaux marchés
- Renforcer la coopération entre les petites et moyennes entreprises africaines et allemandes



- ✓ Les centres d'information sur l'emploi, les migrations et la réintégration du programme « Perspectives dans le pays d'origine » implantés actuellement dans six pays partenaires d'Afrique de l'Ouest et du Nord apportent un soutien aux migrants de retour, aux migrants internes et aux populations locales en ce qui concerne leurs perspectives d'avenir et de rester dans le pays d'origine, p. ex. en promouvant la création d'activités. Au Nigéria, à ce jour, ces mesures de soutien ont touché directement près de 74 000 personnes.

PAIX ET SÉCURITÉ

Le développement économique, social et humain est impossible en l'absence de paix et de sécurité. Bien que le nombre de passations de pouvoir démocratiques et pacifiques ait connu une forte augmentation sur le continent africain depuis les années 1960, on observe depuis plusieurs années un accroissement du nombre de conflits armés. L'Union africaine (UA) joue un rôle clé dans la paix et la sécurité sur ce continent. Grâce à la mise en place et l'extension de son architecture de paix et de sécurité ces dernières années, elle a pu clairement gagner en puissance. Initié en 2020, le programme de l'UA « *Silencing the Guns*

in Africa » a pour objectif de continuer à ouvrir la voie à une Afrique plus pacifique.

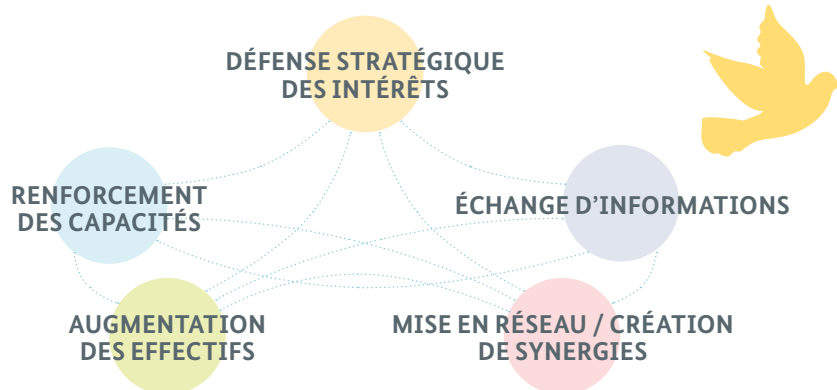
Outre des conflits violents, des facteurs multiples, tels que le changement climatique, les crises économiques ou récemment la pandémie de Covid-19, provoquent également un accroissement du nombre de crises complexes et récurrentes. Nous apportons notre soutien à l'UA et à nos pays partenaires africains dans la prévention des conflits, la médiation, la consolidation de la paix et la gestion des crises.

- ✓ L'Alliance globale pour l'Initiative Résilience du BMZ et du Programme alimentaire mondial (PAM) améliore les bases existentielles et alimentaires de plus d'un million de personnes au Tchad, au Mali, en Mauritanie, au Burkina Faso et au Niger, p.ex. par le biais des cantines scolaires ou de la réhabilitation de surfaces de production agricole. Une initiative de l'UNICEF visant la promotion de la résilience, soutenue par le BMZ, vient compléter cet engagement entre autres dans les domaines de la protection de l'enfance et de l'éducation au Mali, en Mauritanie et au Niger.
- ✓ Nous apportons notre soutien à l'UA et à la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) dans l'élaboration et l'application de la stratégie régionale de stabilisation du Bassin du Lac Tchad, notamment en impliquant des acteurs de la société civile et en proposant un appui psychosocial à la société civile dans les régions affectées par Boko Haram.
- ✓ Le projet-phare commun iDove « Les jeunes contre l'extrémisme » mené avec l'Union africaine renforce la

coopération interreligieuse tout en prévenant l'extrémisme violent et la radicalisation. 300 jeunes formés organisent des projets de petite taille et des formations de prévention de la violence, qui leur permettent de toucher à ce jour plus de 120 chefs religieux et plus de 2 000 communautés dans l'ensemble de ces pays.

- ✓ Au Lesotho, en Afrique du Sud, en Zambie et au Zimbabwe, le BMZ soutient la coopération menée par des acteurs étatiques, non gouvernementaux et privés en matière de prévention de la violence à l'encontre des femmes et des filles. Une application et une offre par SMS destinée aux femmes et aux jeunes filles ont entre autres été élaborées. Neuf initiatives multi-acteurs ont jusqu'à présent permis de toucher plus de 30 000 femmes et hommes.
- ✓ Promouvoir la participation des jeunes femmes africaines dans les processus de paix, p. ex. dans le cadre des forums des réseaux de médiatrices organisés chaque année (*Women Mediator Networks*).

WOMEN MEDIATOR NETWORKS



Renforcement du rôle et de la participation des femmes aux processus de paix (prévention, médiation, élaboration d'accords de paix)

Source: <https://globalwomenmediators.org>

DÉMOCRATIE ET ÉTAT DE DROIT

Le respect des droits humains et des normes démocratiques, ainsi qu'une bonne gouvernance jouent un rôle clé pour la cohabitation pacifique. L'égalité des chances pour tous, sans tenir compte du sexe ou de l'origine, contribue significativement à la justice sociale. En outre, la bonne gouvernance notamment est considérée comme un levier pour le développement économique durable étant donné le rôle déterminant qu'elle joue dans l'attractivité d'un site

- ✓ Le Sénégal, pays partenaire réformateur : les droits fonciers au cœur des priorités
 - Une méthode d'évaluation des cadastres simplifiée nouvellement adoptée dans le cadre du Partenariat germano-sénégalais pour encourager les réformes est censée fixer les valeurs des terrains avec plus d'efficacité et de transparence, afin de garantir les droits d'utilisation des terres sur le plan juridique.
 - L'introduction d'un Système de Gestion du Foncier (SGF) national vise à réduire d'un tiers la durée de traitement des requêtes : les processus administratifs gagnent en transparence, la sécurité des données s'accroît.
- ✓ Au Cameroun, le logiciel « Fusion » mis au point avec l'appui allemand a permis de mettre en place un échange efficace des données fiscales entre les autorités douanières et fiscales. Il a permis d'identifier quelque 300 entreprises ne payant pas régulièrement leurs impôts. Fusion est également utilisé en Guinée et au Libéria.
- ✓ Appui apporté à actuellement près de 80 partenariats entre des communes africaines et allemandes concernant des échanges techniques et la mise en œuvre de projets et programmes communs visant à renforcer les services communaux d'intérêt général et la bonne gouvernance locale, entre autres par le biais de solutions en ligne.
- ✓ Soutien apporté aux commissions nationales des droits humains en Égypte, en Mauritanie, en Ouganda et au Zimbabwe dans le cadre de leur mandat pour protéger les droits humains conformément aux principes de Paris.
- ✓ Au cours de l'année électorale de 2020, des acteurs médiatiques du Grand Accra ont obtenu une qualification en ligne dans le reportage électoral et la vérification des faits dispensée par des enseignants du *National Film and Television Institute* (NAFTI).

d'investissement. En conséquence, améliorer les capacités des États est l'une des priorités de l'Agenda 2063. Un potentiel considérable réside dans la numérisation en vue de rendre les administrations plus efficaces, transparentes et proches des citoyens. Nous aidons nos pays partenaires dans cette tâche, entre autres dans le cadre de l'initiative « Bonne gouvernance ».

INITIATIVE BONNE GOUVERNANCE

Les entreprises sont plus enclines à investir dans les pays disposant d'institutions fonctionnant bien et de services publics fournis sans subir de corruption. Pour qu'elles osent se lancer sur le marché, il est impératif de réduire les barrières bureaucratiques, de promouvoir la sécurité juridique, de lutter contre la corruption et de créer des systèmes fiscaux équitables. Avec son **initiative « Bonne gouvernance en vue d'accroître les investissements et l'emploi en Afrique »**, le BMZ encourage de manière ciblée les conditions-cadres politiques, juridiques et administratives dans ses pays partenaires. Cette initiative est mise en œuvre en tant que volet des Partenariats pour encourager les réformes dans les six pays en ayant conclu un.

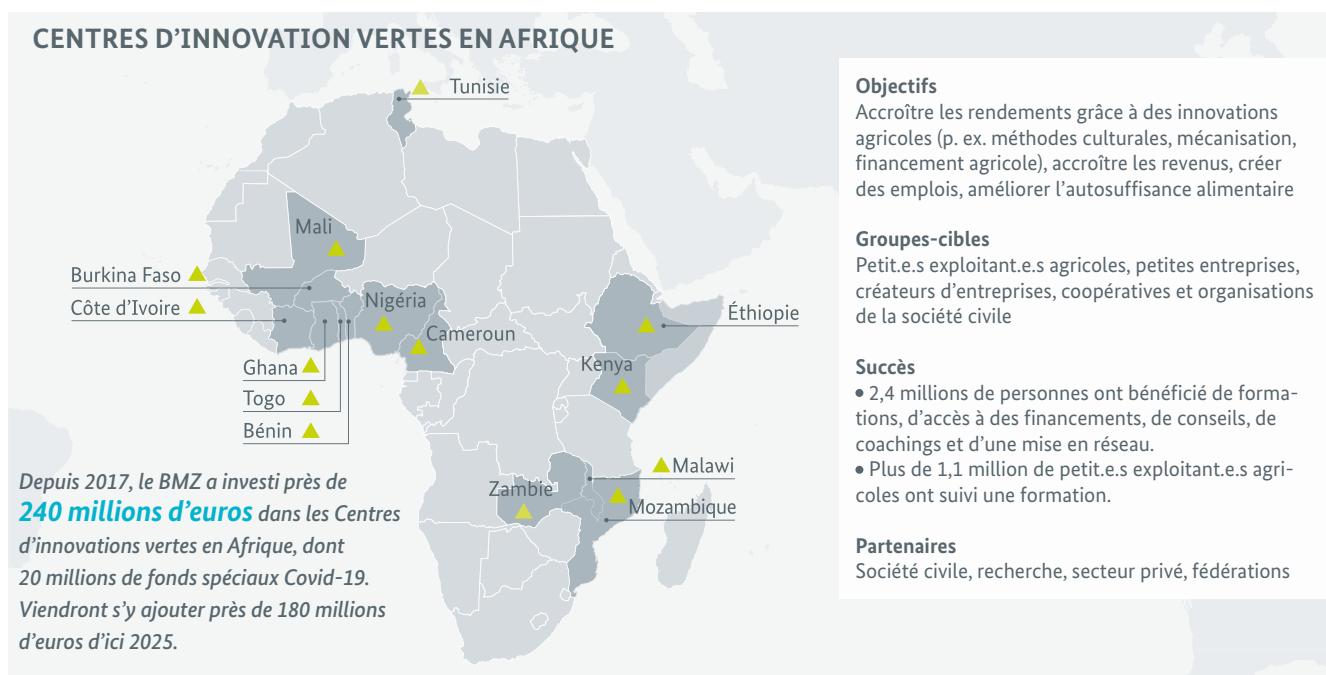
- ✓ Appui à des organisations de la société civile en Zambie dans le but de proposer un conseil juridique à des jeunes accusés et de les défendre. En 2020, ces organisations ont touché 1 300 jeunes adultes. 125 d'entre eux ont bénéficié d'un accompagnement psychosocial au lieu d'une procédure judiciaire.
- ✓ Mise en place couronnée de succès d'un centre numérique à Kigali, au Rwanda, mettant au point avec des innovateurs locaux des solutions numériques pour différents secteurs. À titre d'exemple, une application a été conçue qui facilite aux réfugiés l'identification de banques ou d'instituts de microfinance pour mettre en œuvre leurs idées commerciales.
- ✓ L'appui allemand a aidé l'autorité kenyane chargée de la lutte contre la corruption à accroître de plus de 50 pour cent le taux de condamnation dans les procès anti-corruption entre 2017 et 2018 ; plus de 70 millions d'euros de biens volés ont été restitués au budget pour l'exercice financier 2019-2020.



ALIMENTATION ET AGRICULTURE

Forte des premières surfaces cultivables au monde et d'une population jeune, l'Afrique dispose sans aucun doute du potentiel de vivre en autosuffisance alimentaire. Toutefois, la faim continue à augmenter sur ce continent. L'an passé, 250 millions d'Africains étaient sous-alimentés, soit près d'un cinquième de la population totale. La majorité

d'entre eux vit en Afrique subsaharienne. La pandémie de Covid-19 a exacerbé la dégradation de la situation en 2020. Ayant également placé ce thème au rang des premières priorités, l'Union africaine a souscrit à l'objectif de mettre un terme à la faim d'ici 2025 dans la Déclaration de Malabo adoptée dès 2014.



- ✓ En 2019, le BMZ a consacré près de 1,8 milliard d'euros à la sécurité alimentaire, l'agriculture et au développement rural. Ceci vient bénéficier à plus de onze millions d'Africains, p. ex. en accroissant leurs revenus. Des mesures concrètes contre la faim et la malnutrition touchent près de 1,6 million d'Africaines et d'Africains, notamment des femmes et des enfants en bas âge.
- ✓ Le fonds *Africa Agriculture Trade and Investment Fund* (fonds africain pour le commerce et les investissements agricoles - AATIF) a apporté un soutien financier et un savoir-faire à 250 000 petit.e.s exploitant.e.s agricoles. Ghana, pays partenaire réformateur : les agriculteurs du secteur du cacao et du maïs sont parvenus à plus que doubler leur récolte en l'espace de deux ans, percevant ainsi des revenus nettement plus élevés.
- ✓ Éthiopie, pays partenaire réformateur : depuis 2017, plus de 175 000 agriculteurs et agricultrices ont suivi une formation en méthodes culturales modernes, bonnes pratiques agricoles et mécanisation adaptée. Des programmes de formation pour la production de plantes et la mécanisation agricole ont été conçus et mis en pratique dans des établissements professionnels.
- ✓ Au Bénin, 220 000 personnes bénéficient de l'accès à des crédits pour 22 000 producteurs et productrices et 700 micros, petites et moyennes entreprises (MPME) agricoles.
- ✓ Programme de sécurité alimentaire conjoint avec l'UNICEF : près d'un million d'enfants en bas âge et de femmes en âge de procréer menacés de sous-alimentation au Malawi ont bénéficié d'une alimentation nutritive. L'objectif poursuivi est de réduire le danger de troubles de la croissance corporelle et cognitive (« *stunting* »).

GARANTIE DES BASES NATURELLES DE LA VIE

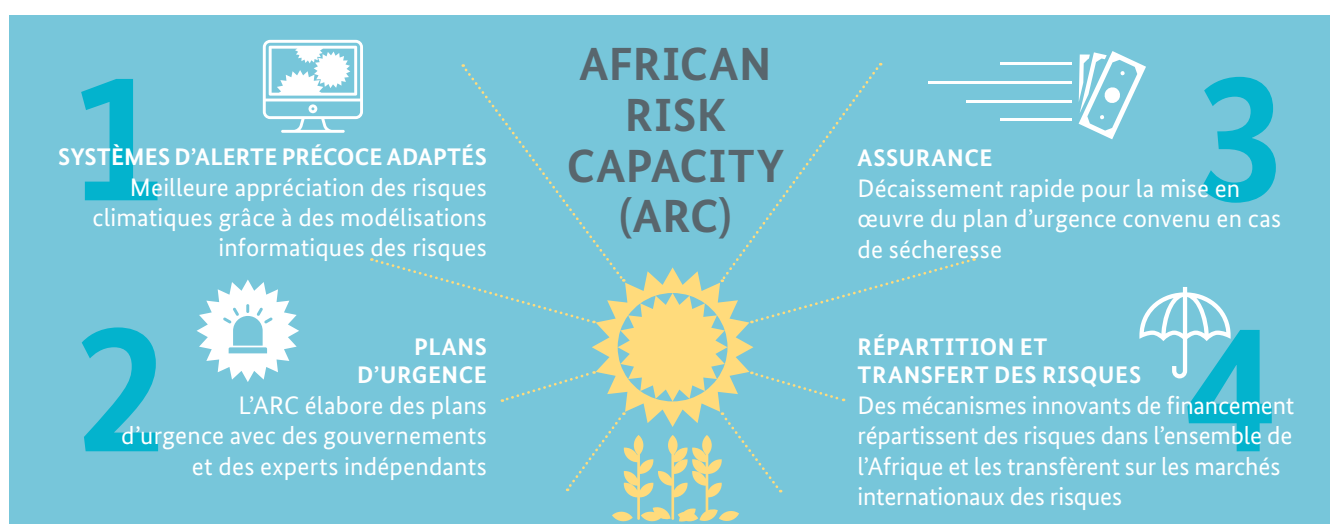
Bien que l'Afrique ne soit à l'origine que de six pour cent seulement des émissions mondiales de gaz à effet de serre, ce continent est affecté de plein fouet par les répercussions du changement climatique. Certains pays ou régions sont frappés de manière récurrente par des périodes de sécheresse prolongées ou des inondations qui détruisent des récoltes et troupeaux entiers et, par conséquent, des bases

existentielles élémentaires. Au même moment, ce continent dispose de gigantesques écosystèmes intacts, tels que la forêt tropicale centrafricaine dans le Bassin du Congo qui continue d'être l'habitat d'innombrables espèces animales et végétales et l'un des poumons verts de notre planète. Nous soutenons l'objectif poursuivi par l'Union africaine qui consiste à transformer l'Afrique en un continent vert.

- ✓ Doublement de l'appui apporté par l'Allemagne au Fonds vert pour le climat (*Green Climate Fund*) qui vise l'adaptation au changement climatique et la réduction des émissions, en le faisant passer de 750 millions à 1,5 milliard d'euros pour la période 2020-2023. Plus d'un tiers des projets climatiques de ce fonds sont actuellement mis en œuvre en Afrique.
- ✓ Appui apporté au Partenariat mondial InsuResilience (*InsuResilience Global Partnership*), qui est l'initiative cruciale pour les assurances contre les aléas climatiques dans le monde intervenant actuellement dans 36 pays africains et ayant assuré plus de 47 millions de personnes en Afrique subsaharienne jusqu'à fin 2019.
- ✓ Soutien de l'assurance contre les sécheresses *African Risk Capacity* (ARC), qui permet aux pays africains de s'assurer contre les répercussions des sécheresses et des cyclones. Elle assure actuellement près de onze millions de personnes dans onze pays africains. Jusqu'à la mi-2020, quelque 65 millions de dollars US ont été décaissés pour l'aide d'urgence en Mauritanie, au Sénégal, au Malawi, au Niger, en Côte d'Ivoire et au Zimbabwe destinés à protéger plus de 3,2 millions de personnes. Des fonds supplémentaires issus

du programme d'aide d'urgence Covid-19 du BMZ permettent d'assurer jusqu'à 20 millions de personnes supplémentaires contre les dégâts causés par des sécheresses.

- ✓ En collaboration avec l'Institut de recherche de Potsdam sur les impacts du changement climatique (*Potsdam Institute for Climate Impact Research - PIK*), des études-pilotes ont été réalisées pour analyser à grande échelle les risques climatiques dans le secteur agricole au Ghana et en Éthiopie. Deux autres analyses des risques climatiques ont été lancées pour le Burkina Faso et le Niger.
- ✓ Madagascar : plus de 2,5 millions d'hectares de forêt tropicale, forêt sèche, savanes et d'aires marines protégées ont été classés réserves naturelles grâce à l'appui allemand. En outre, des mesures de reboisement et la déforestation évitée ont permis d'économiser plus de 1,6 million de tonnes de CO₂.
- ✓ Un fonds de sauvetage Covid-19 a été mis en place en Afrique australe dans le but de préserver la biodiversité et le tourisme, qui permet de maintenir l'exploitation des réserves naturelles pendant la pandémie de Covid-19.



Source: www.africanriskcapacity.org

ÉNERGIE ET INFRASTRUCTURES

En dépit de la progression de l'électrification de l'Afrique, 548 millions de personnes en Afrique subsaharienne, soit près de la moitié de la population, n'ont toujours pas accès à l'électricité. Il s'agit, d'une part, d'un défi considérable, d'autre part, également d'une opportunité historique : l'Afrique a la possibilité de devenir le premier continent à miser entièrement sur les énergies renouvelables lors de la suite de son électrification. La vision de l'Union africaine

est de mettre en place un réseau énergétique continental homogène fournissant de l'énergie fiable, abordable et durable aux populations et en particulier aux générations futures. Nous aidons l'Afrique sur cette voie vers une ère verte (cf. l'encadré Afrique verte, p. 4). Outre l'approvisionnement en énergie, l'Afrique entend également étendre ses infrastructures de l'eau, de l'assainissement et des transports pour se préparer à l'avenir.

- ✓ Côte d'Ivoire, pays ayant conclu un Partenariat pour encourager les réformes focalisé sur les énergies renouvelables
 - Décaissement d'un financement à l'appui des réformes à hauteur de 100 millions d'euros, entre autres pour des réformes visant à faciliter les investissements privés dans le secteur énergétique. Des progrès importants ont été réalisés au niveau des réformes dans le secteur de l'électricité.
 - Lancement de la construction de la première centrale solaire du pays à être raccordée au réseau électrique dotée d'une capacité installée d'au moins 37,5 mégawatts. À l'avenir, la centrale solaire fournira chaque année de l'électricité propre à près de 35 000 ménages ruraux.
 - Depuis 2019, quelque 350 apprentis et collaborateurs de PME ont suivi des formations continues et des perfectionnements en matière de photovoltaïque et d'efficacité énergétique.
- ✓ L'initiative « Énergie verte pour les citoyens en Afrique » a dispensé à ce jour des formations initiales et continues à plus de 200 enseignants et experts en technologies des énergies renouvelables. Un soutien a été apporté à plus de 100 établissements sociaux et 50 organismes africains locaux à but non lucratif dans la planification ou l'installation de systèmes énergétiques renouvelables décentralisés et de projets énergétiques communaux.
- ✓ Mise en place de structures énergétiques décentralisées dans les régions rurales à l'aide du programme *Energising Development* (EnDev). Il fournit un accès à l'électricité ou de l'énergie moderne pour cuisiner à 4,2 millions d'Africaines et d'Africains.
- ✓ Soutien de la maintenance des infrastructures de transport au Togo : un minimum de 600 km de pistes sont réhabilitées chaque année dans les zones de culture du coton, du café et du cacao, garantissant ainsi l'accès aux marchés et aux champs de production.

EXPERTS POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN CÔTE D'IVOIRE

Lorsque l'étudiante en physique Eunice Mikane Degui a entendu parler de l'opportunité de suivre une formation complémentaire en énergies renouvelables, elle n'a pas hésité à postuler. « Les opportunités d'emploi sur le marché de l'énergie verte sont très bonnes en Côte d'Ivoire », selon elle. Peu de temps après, elle comptait parmi les 75 participants.e.s au projet de formation professionnelle ProFERE. Initié suite au Partenariat germano-ivoirien pour encourager les réformes, ProFERE dispense aux jeunes une formation initiale comprenant des éléments de formation en alternance dans les domaines de la photovoltaïque et de l'efficacité énergétique. Il est censé faire émerger une nouvelle génération d'experts en Côte d'Ivoire. En effet, d'ici 2030, ce pays entend accroître la part des énergies renouvelables dans son bouquet énergétique de 0,1 à 16 pour cent.

Lors de la formation, Eunice Mikane Degui a effectué deux phases de pratique dans une petite entreprise locale, où elle a appris les bases pour réaliser des audits énergétiques, ainsi qu'installer et effectuer la maintenance des installations photovoltaïques. La jeune femme de 24 ans, qui a déjà une perspective de contrat de travail, souhaiterait peut-être même co-fonder une agence d'audit énergétique.



- ✓ De l'eau pour les réfugiés et les communautés d'accueil en Afrique de l'Est : avec l'UNICEF et le HCR, le BMZ soutient l'extension d'un système local d'approvisionnement en eau en Éthiopie pour un approvisionnement durable en eau potable. Procéder de la sorte a permis de réduire les prix de l'eau potable de 90 pour cent dans le projet pilote en Éthiopie. Il est prévu de l'élargir à d'autres pays d'Afrique de l'Est.

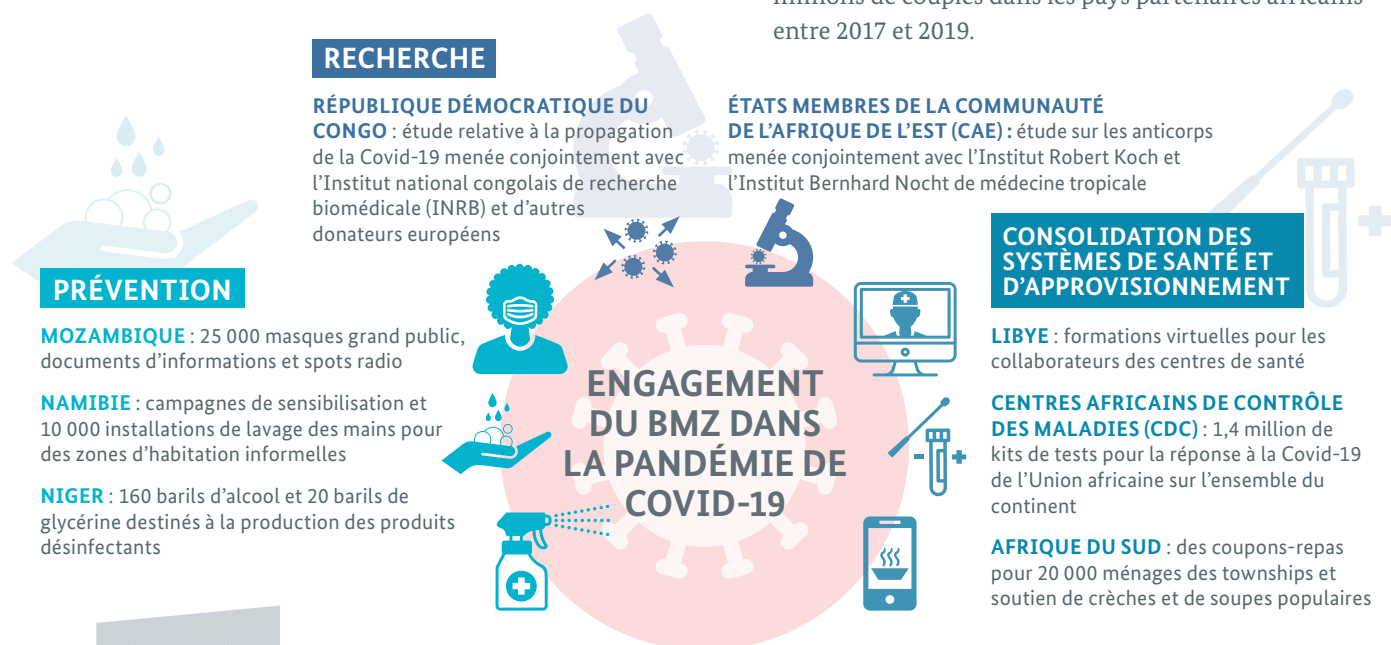
SANTÉ; ÉDUCATION ET PROTECTION SOCIALE

Les opportunités éducatives et la santé sont des préalables à un avenir prometteur. Ce qui valait déjà avant la pandémie de Covid-19, est encore plus vrai désormais : les plus frappés en temps de crise sont les plus faibles de la société, dont notamment les femmes et les enfants. Si les écoles sont fermées pendant plusieurs mois, les vaccinations contre la polio n'ont pas lieu ou si les parents ne reçoivent plus leurs médicaments nécessaires au traitement du VIH, ils sont particulièrement touchés, avec des répercussions encore peu prévisibles pour l'avenir.

- ✓ Aucun nouveau cas d'infection au poliovirus sauvage depuis août 2016 grâce à l'initiative mondiale d'éradication de la polio (*Global Polio Eradication Initiative*) soutenue par l'Allemagne.
- ✓ Encouragement de près de 200 partenariats entre des hôpitaux et établissements de santé allemands et africains dans le cadre de l'initiative « Partenariats hospitaliers », lancée par le BMZ et la Fondation Else Kröner-Fresenius, p. ex. en vue de fournir un approvisionnement d'hôpitaux pour les urgences au Malawi.
- ✓ Soutien apporté à des étudiant.e.s africain.e.s et coopérations de l'enseignement supérieur avec l'Afrique à travers l'Office allemand d'échanges universitaires (*Deutscher Akademischer Austauschdienst - DAAD*) : en 2019, près de 2 500 universitaires africains ont pu participer à quelque 80 projets ; par ailleurs, près de 1 900 étudiants ont bénéficié d'une bourse.
- ✓ L'assainissement d'écoles et la mise à disposition de matériel pédagogique ont permis à 800 000 enfants

Déjà avant la pandémie, les systèmes éducatifs, de santé et sociaux d'un grand nombre de pays africains n'étaient pas assez étendus ou souffraient de sous-financement. Néanmoins, des progrès considérables ont également été réalisés ces dernières années, tels qu'au niveau de la lutte contre la polio et son traitement, du VIH / Sida ou de la réduction de la mortalité maternelle. Des succès désormais gravement menacés. En conséquence, nous misons sur le renforcement des systèmes de santé, un meilleur accès à l'éducation et l'extension des systèmes de protection sociale.

- d'avoir accès à l'éducation dans le nord-est du Nigéria depuis 2019.
- ✓ Le programme « Sport pour le développement » qui intervient entre autres en Éthiopie, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Kenya, au Maroc, au Mozambique, en Namibie, au Sénégal, au Togo, en Tunisie et en Ouganda, vient bénéficier à 700 000 enfants et jeunes, par le biais de la réhabilitation et la construction de 150 terrains de sport, de la formation de 1 300 entraîneurs hommes et femmes et de l'intégration de cette approche dans les programmes scolaires.
- ✓ Soutien apporté à près de deux millions de personnes en proposant des prestations de protection sociale améliorées au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Sénégal et au Tchad à travers le Programme de protection sociale adaptative au Sahel de la Banque mondiale (*Sahel Adaptive Social Protection Program - SASPP*).
- ✓ 1,8 million d'accouchements sous surveillance médicale et accès au planning familial pour près de neuf millions de couples dans les pays partenaires africains entre 2017 et 2019.



PERPECTIVES

ALLER VERS UN NOUVEAU PARTENARIAT

L'Afrique est à la fois fascination, défi et opportunité pour l'Europe. Pour que l'inverse soit également vrai pour l'Afrique, il est impératif de réformer notre partenariat commun. En effet, l'Europe n'est plus depuis longtemps le partenaire unique, voire naturel de l'Afrique. Ceci n'est pas uniquement valable depuis la pandémie de Covid-19, qui nous a révélé de manière impressionnante à quel point le monde est complexe et interdépendant. Bien que ces dernières années, de nouveaux acteurs soient apparus, la Chine en premier lieu, l'Europe et l'Afrique continuent d'être unies par des liens particuliers. L'Afrique et l'Europe ont les mêmes intérêts notamment en matière de protection du climat, de questions énergétiques et de sécurité alimentaire, les questions existentielles de l'humanité. L'Europe est également particulièrement confrontée au défi d'aider l'Afrique pour éviter que la pandémie ne fasse reculer de plusieurs années le développement de ce continent.

L'expiration de l'Accord de Cotonou l'an dernier a ouvert l'opportunité historique de mettre en route un nouvel accord de partenariat moderne qui sera à la hauteur de ces intérêts communs également à l'avenir. Un long processus intense de négociations a désormais fait émerger un texte pour le nouvel accord qui réaffirme la mise en œuvre des 17 objectifs de développement durable et de l'accord de Paris sur le climat et annonce une nouvelle ère dans la coopération euro-africaine. Il rend possible, entre autres, une coopération renforcée dans les domaines du commerce, de la coopération économique et des migrations.

Le texte de l'accord reflète un bon nombre des priorités du Plan Marshall avec l'Afrique, notamment avec la priorité accordée à la bonne gouvernance et au développement économique, en particulier à la mobilisation des investissements et au rôle fort attribué au secteur privé. Au niveau de la protection du climat également, nous entendons coopérer plus étroitement à l'avenir, ce qui est aussi un impératif. En effet, c'est uniquement en unissant nos forces que nous aurons l'opportunité d'atteindre encore l'objectif de 1,5 degré. Le Green Deal de l'Union européenne est à cet égard la ligne directrice de la coopération au développement de l'UE également avec l'Afrique.

Nous sommes profondément convaincus que ce nouvel accord de partenariat a créé une bonne base afin de relever ensemble tous les défis des années à venir.

De nouvelles impulsions pour le partenariat euro-africain seront aussi données par le sommet conjoint de l'Union africaine et de l'Union européenne. La pandémie a contraint de reporter ce sommet prévu pour l'automne 2020 à cette année où il est attendu avec impatience. Sans aucun doute, la maîtrise des répercussions sociales, économiques et sanitaires de la polypandémie de Covid-19 y jouera un rôle particulier.

Ce contexte souligne également une fois de plus l'importance historique de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Même avant la pandémie, les espoirs étaient importants que cet accord de libre-échange engendre des effets positifs.



Après le choc économique provoqué par la crise de la Covid-19, allant de l'interruption brutale des chaînes d'approvisionnement mondiales à l'arrêt quasi total du tourisme en passant par la forte chute des prix des matières premières, l'importance d'un marché africain indépendant en croissance ne saurait être surestimée. Il est indispensable que l'Union européenne apporte son soutien à cette dynamique. Sur le long terme, elle doit aspirer à un accord commercial euro-africain visant à placer durablement le commerce sur une base équitable.

LE PLAN MARSHALL DE L'AVENIR

Quels enseignements peuvent-ils par conséquent être tirés de cette crise ? À quoi peut ressembler un Plan Marshall de l'avenir suite à une pandémie surmontée avec succès ?

- ✓ Les États et les sociétés doivent devenir plus résilients face aux crises externes. Outre la poursuite de la diversification de l'économie, ceci comprend notamment le renforcement des systèmes de santé et des systèmes de protection sociale.
- ✓ Ces deux prochaines années, un accès équitable aux vaccins à l'échelle mondiale doit être mis en place. Le coronavirus ne doit devenir un virus du Sud global.
- ✓ Afin d'éviter que la pandémie de Covid-19 ne se transforme en « pandémie des dettes », il est impératif d'élaborer une stratégie relative à la soutenabilité de la

dette sur le long terme pour les pays africains outre les allègements de la dette de court terme.

- ✓ Il est impératif de poursuivre l'intégration régionale de l'Afrique à tous les niveaux, également afin que l'Afrique devienne un continent autonome du point de vue économique comme cela est formulé dans l'Agenda 2063. Le cœur de cette intégration régionale peut être la zone de libre-échange continentale africaine.
- ✓ Il convient de mettre à profit le potentiel des énergies renouvelables et de renforcer le rôle de l'Afrique dans la transition énergétique mondiale. Aux côtés de l'énergie solaire et hydraulique, on trouve en premier lieu l'hydrogène « vert » et le Power to X.
- ✓ Le plus grand potentiel de l'Afrique réside dans ses jeunes. Nous préparons le lancement de la première académie germano-africaine du leadership (*African-German Leadership Academy*) qui permettra aux futurs cadres dirigeants des pays partenaires réformateurs et d'Allemagne d'étendre leurs compétences d'encadrement.
- ✓ La numérisation renferme des possibilités sans précédent également en Afrique, tant à l'échelon économique que social. Il serait souhaitable de promouvoir la transformation numérique de l'économie en misant ici aussi sur le potentiel d'innovations de la jeunesse.



PUBLIÉ PAR

Division 200

« Principes et initiatives relatifs à l'Afrique »

CONCEPTION

FLMH Labor für Politik
und Kommunikation, Berlin

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Pages 9 et 18

© Deutsche Gesellschaft für International
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Page 20

Sur la gauche : © Thomas Imo/photothek.net

Sur la droite : © Ute Grabowsky/photothek.net

Page 21

Sur la gauche : © Ute Grabowsky/photothek.net

Sur la droite : © Thomas Imo/photothek.net

MISE À JOUR

Mars 2021

SIÈGES DU MINISTÈRE

→ Siège de Bonn

Dahlmannstraße 4

53113 Bonn, Allemagne

Tél. : +49 (0) 228 99 535 - 0

Fax : +49 (0) 228 99 535 -3500

→ Siège de Berlin

Stresemannstraße 94

10963 Berlin, Allemagne

Tél. : +49 (0) 30 99 535 - 0

Fax : +49 (0) 30 99 535 - -2501

CONTACT

poststelle@bmz.bund.de

www.bmz.de

